



Supporter la résilience des ménages pour l'autonomisation des filles et des femmes au regard des normes sociales en milieu rural au Bénin

Par Sènakpon F. A. DEDEHOUANOU, Raouf MAMA SANNI, Marthe V. KOUGBLENOU MENO

Messages Clés

Les mesures suivantes permettraient d'augmenter l'efficacité des programmes de résilience visant à autonomiser les filles et les femmes rurales au Bénin :

Général :

- **Sensibiliser et engager la communauté sur les effets négatifs des normes sociales néfastes pour les filles et les femmes**

Dans le cadre des interventions visant à réduire le taux d'abandon scolaire et le mariage précoce des filles :

- **Intégrer l'accès à l'information sur les droits des filles et des femmes, ainsi que les lois répressives y afférentes, dans les interventions de transferts monétaires conditionnels ou inconditionnels visant à maintenir les filles à l'école.**

Dans la conception de programmes visant l'autonomisation des femmes par la création d'activités génératrices de revenus, en tant que stratégie de résilience :

- **Renforcer la valorisation de l'école pour les filles aux yeux de la communauté rurale, en favorisant l'acquisition et le développement de compétences commerciales chez les filles du secondaire ;**
- **Étendre le soutien aux femmes rurales mariées agricultrices en leur proposant des programmes de financement aux conditions flexibles ou un financement modeste sans intérêt.**

L'autonomisation économique des femmes au Bénin est menacée par les stratégies néfastes d'adaptation aux changements climatiques adoptées par les communautés rurales

Les communautés rurales du Bénin sont de plus en plus exposées aux changements climatiques qui menacent la production agricole et pèsent sur les revenus des ménages ruraux. En réponse, ces derniers optent souvent pour des stratégies d'adaptation qui menacent l'autonomisation économique des filles et des femmes. En effet, pour compenser la perte de revenus, et suivant les normes sociales traditionnelles existantes, les ménages ruraux se trouvent contraints soit de retirer les filles de l'école, ou de les marier, ou alors d'empêcher les épouses de s'engager dans des activités entrepreneuriales en fonction de leur

rôle dans le ménage. Ces pratiques engendrent un coût social et financier énorme pour la société - ne serait-ce qu'en considérant l'ampleur des dépenses gouvernementales consacrées à promouvoir l'autonomisation économique des femmes dans les zones rurales. Par exemple, le manque d'éducation des filles et le mariage précoce sont associés plus tard à un faible pouvoir de négociation des femmes, à une fécondité précoce et à des violences conjugales (Parsons et al., 2015).

Suite au verso

Suite de la page 1

Il est aussi rapporté que les revenus supplémentaires que les femmes béninoises ayant été mariées avant 18 ans pourraient générer aujourd'hui, si elles avaient pu se marier plus tard, sont de l'ordre de \$80 millions par an (Wodon et al., 2021).

La déscolarisation ainsi que le mariage précoce des filles en milieu rural demeurent une préoccupation politique majeure au Bénin. Au cours des trois dernières décennies, le gouvernement du Bénin a pris différentes mesures bénéfiques et protectrices à l'endroit des enfants, et notamment des filles et les femmes. Au nombre des initiatives gouvernementales récentes, figurent le projet d'Autonomisation des Femmes et du Dividende Démographique au Sahel (SWEDD/2021-2026), lequel cherche à renforcer les compétences de vie des jeunes filles déscolarisées en matière de santé sexuelle et reproductive, d'autonomisation économique et d'amélioration du taux de rétention des filles à l'école; le programme multisectoriel « cash + care », initié en 2020 qui vise à mettre fin aux mariages des enfants et à la déscolarisation des filles en travaillant sur les normes sociales néfastes qui favorisent ces phénomènes.

Quoique suivies de quelques avancées positives, la portée de ces différentes mesures et des politiques engagées par le gouvernement reste limitée. On continue en effet à ce jour d'observer la persistance des phénomènes de déscolarisation et de mariage précoce des filles au Bénin, notamment en milieu rural.

En vue de renseigner les choix de politiques visant à contrer ces phénomènes, une équipe de chercheurs locaux du PEP, basée à l'Université d'Abomey-Calavi (UAC), a réalisé une étude afin d'analyser le rôle des normes sociales dans les stratégies de résilience des ménages ruraux. Les résultats permettent de comparer différentes options de politique susceptibles d'atténuer les stratégies d'adaptation néfastes prises par les ménages ruraux à la suite de chocs négatifs sur les revenus.



Identification et évaluation des options d'interventions politiques sur la base des résultats d'étude

Les résultats de l'étude scientifique (voir la section « **méthodologie de recherche scientifique** » sur la page 5) **démontrent notamment que les coutumes dominantes en matière de (a) résidence maritale, (b) transactions matrimoniales et (c) division du travail au sein du couple, influencent la résilience des ménages agricoles au détriment des filles et des femmes au Bénin.**

- a. Le mariage patrilocal augmente les disparités de genre et donc diminue la tendance que la femme participe au processus de prise de décision concernant les achats importants du ménage. Ainsi, le taux d'abandon scolaire des filles diminue relativement aux garçons lorsque les ménages matrilocaux sont soumis à un choc de revenu négatif, une diminution attribuée au contexte de réduction des inégalités des sexes dans lesdits ménages.
- b. La tendance au mariage précoce des filles, à la suite d'un choc de revenu négatif, est élevée, au sein des ménages qui accordent peu d'importance au montant de la dot mais attachent beaucoup plus d'importance sociale au mariage. La tendance au mariage précoce des filles vierges est élevée dans les communautés qui demandent un montant élevé de la dot, lorsqu'elles font face à un choc de revenu négatif.
- c. Dans un contexte de division du travail plus « équilibrée », les conjointes qui ne se consacrent que seulement au travail domestique habituel sont plus susceptibles, en matière de stratégies de résilience, de se lancer dans des activités génératrices de revenus établies à domicile mais à faible rendement. Dans un contexte de répartition du travail « déséquilibrée » où elles s'adonnent additionnellement aux travaux champêtres, la disponibilité de sources financières moins contraignantes est essentielle pour accroître l'entrée des femmes dans l'entrepreneuriat en tant que stratégie de résilience contre les chocs de revenus négatifs.

En lien avec ces résultats, les chercheurs ont identifié cinq différentes options d'interventions ou de mesures susceptibles d'accompagner les stratégies d'adaptation prises par les ménages ruraux (en réponse à un choc négatif sur leurs revenus) :

Option 1 : Sensibilisation communautaire.

Option 2 : Socialisation et mentoring.

Option 3 : Transfert monétaire conditionné.

Option 4 : Apprentissage extra-scolaire.

Option 5 : Soutien entrepreneurial ciblé.

L'option 2 qui vise la socialisation et l'autonomisation des filles scolarisées à travers le mentoring ainsi que l'option 1 qui touche directement aux normes sociales ont toutes pour finalité à long terme la réduction des inégalités de sexe. Elles peuvent donc être compléments des options 4 et 5 (voir ci-dessous). L'option 1 peut être aussi complémentaire à l'option 3, étant donné que la tendance au mariage précoce des filles, à la suite d'un choc de revenu négatif, est élevée, au sein des ménages qui attachent beaucoup plus d'importance sociale au mariage, selon les résultats scientifiques.

L'option 3 tient compte des questions de normes sociales, quoique non explicite. Selon les résultats scientifiques, le manque de revenu des ménages ruraux par suite de chocs climatiques peut justifier l'utilisation des normes sociales en matière de mariage précoce. Des bénéfices de transferts monétaires peuvent donc contrebalancer la baisse de revenu qui nécessiterait toute tentative d'application néfaste de normes sociales telles que la dot substantielle.

Les options 4 et 5 tentent aussi de répondre indirectement aux questions touchant les normes sociales, lesquelles conduisent aux disparités de genre entraînant des mesures d'adaptation aux chocs de revenus néfastes pour les filles (abandon scolaire et mariage précoce) et les femmes (contrainte à l'entrepreneuriat). Ces options s'attachent à réduire les disparités de genre, lesquelles pourraient avoir à long terme l'effet attendu de changement des mentalités sur les normes sociales.

- L'option 4 qui vise l'apprentissage et l'expérience dans l'éducation permettrait d'atteindre la population cible de filles rurales scolarisées du secondaire 2ème cycle plus à risque d'abandon scolaire et de mariage précoce, selon les résultats scientifiques. Cette option exclurait donc les autres filles du secondaire et du primaire.
- L'option 5 qui vise le soutien entrepreneurial, quoique avantageux du point de vue de l'inclusion financière s'intéresserait seulement aux femmes rurales mariées qui s'adonnent additionnellement aux travaux champêtres en plus du travail domestique habituel, selon les résultats scientifiques. Elle engendrerait aussi de coûts parce que basée sur des subventions de financement des cibles.

Chacune des options a été évaluée du point de vue des parties prenantes (Tableau 1) en fonction d'une série de critères pertinents pour le choix de politiques, i.e. en matière d'efficacité, d'équité, ainsi que des coûts (vs bénéfices/impact).

Tableau 1 : Evaluation des options de politiques selon les parties prenantes

Critères d'évaluation	1 - Sensibilisation Communautaire	2- Socialisation et mentoring	3 - Transfert monétaire conditionné	4 - Apprentissage extra-scolaire	5 - Soutien entrepreneurial ciblé
Efficacité	4	3	4	4	4
Équité	3	3	4	4	4
Pertinence	3	4	4	4	4
Faisabilité	4	3	3	4	4
Coûts	3	3	3	4	4
Bénéfices	3	3	4	4	4
Classement moyen	3.33	3.40	3.60	3.95	3.62

Source : Analyse des auteurs à partir de la classification des parties prenantes. Le classement s'est fait sur une échelle de 1 (pire) à 5 (meilleur). Le tableau présente le classement moyen des options de politiques.

Principaux résultats

Toutes ces options sont faisables parce qu'elles sont des composantes de projets gouvernementaux en cours, notamment les projets SWEDD, Cash + care et Microcrédit ALAFIA.

Selon l'évaluation des parties prenantes, **l'apprentissage extra-scolaire (option 4), le soutien entrepreneurial ciblé (option 5) ainsi que les transferts monétaires conditionnés (option 3) sont les options les plus classées comme étant meilleures alternatives afin d'atténuer les stratégies d'adaptation néfastes prises par les ménages ruraux à la suite de chocs négatifs sur les revenus. Ces options s'adressent aux questions de déscolarisation et de mariage précoce, et favorisent l'entrepreneuriat féminin en vue de l'autonomisation des femmes.** Toutefois, les options 1 et 2 classées par les parties prenantes comme étant les moins prioritaires sont transversales et peuvent compléter les trois autres options.



Conclusion et feuille de route politique

Les résultats de l'étude scientifique renseignent que les normes sociales jouent un rôle important dans la stratégie de résilience des ménages ruraux en cas de chocs négatifs sur le revenu, en défaveur des filles et des femmes. Les efforts en vue d'autonomiser et de supporter la résilience des ménages ruraux doivent tenir compte des coutumes dominantes de résidence maritale, de transactions matrimoniales (telles que la dot) et de la répartition des rôles au sein des ménages ou couples ruraux. Il convient de renforcer les mesures qui existent déjà en tenant compte de spécificités liées aux normes sociales. Il est important pour les décideurs de cibler des catégories de filles et de femmes en fonction des normes existantes dans les ménages ruraux dans l'effort de renforcement de l'autonomisation économique de ces membres vulnérables.

Les recommandations suivantes en matière d'intervention pour contrer les pratiques nuisant à l'autonomisation des filles et des femmes en milieu rural au Bénin sont donc adressées à l'endroit des décideurs :

- **Dans le cadre du projet SWEDD**, les décideurs peuvent renforcer la valorisation de l'école pour les filles aux yeux de la communauté rurale à travers l'acquisition et le développement de compétences extra scolaires des filles du secondaire ; Ils peuvent initier des programmes de formation à l'entrepreneuriat et aux compétences commerciales pour les élèves filles du secondaire technique et général 2ème cycle (12-18 ans), pendant les études, ainsi que des programmes d'emplois temporaires (d'été) en collaboration avec les entreprises.
- **Dans le cadre du programme Microcrédit Alafia**, les décideurs peuvent tenir compte des différences en termes de division de travail au sein des couples dans les efforts d'extension de l'inclusion financière en vue de la promotion de l'entrée des femmes dans des activités génératrices de revenus productives telles que la transformation de produits agricoles et le commerce. Les décideurs peuvent envisager d'étendre le soutien aux femmes rurales mariées agricultrices dans les activités susmentionnées en leur proposant des programmes de financement selon des conditions flexibles similaires à celles du financement des réseaux sociaux. Cela peut prendre aussi la forme d'un montant modeste mais raisonnable de financement sans intérêt pour faciliter la tâche à ces femmes rurales qui ont moins de chances d'être solvables (Fiamohe, Dedehouanou et Araar, 2024).

- **Dans le cadre du projet Cash + care**, les décideurs peuvent prendre aussi en compte les deux aspects des coutumes des transactions matrimoniales, à savoir l'aspect monétaire ou économique et les considérations sociales, lors de la conception d'interventions visant à réduire le mariage des filles. Les interventions politiques uniques utilisant des transferts monétaires conditionnels ou inconditionnels pour maintenir les filles à l'école et visant ainsi à réduire le mariage des filles peuvent ne pas suffire pour les ménages qui mettent davantage l'accent sur les aspects sociaux du mariage. Les décideurs peuvent donc intégrer dans leur intervention l'accès à l'information de la population sur les droits des filles et des femmes et les lois répressives y afférentes. Les décideurs peuvent envisager la réduction de l'écart d'inégalité entre les sexes à long terme en renforçant la sensibilisation communautaire sur les pratiques néfastes des normes sociales de genre et en développant en les filles le processus de prise de décision à travers un accompagnement rapproché dans les écoles.



Bibliographie

- Fiamohe, R., Dedehouanou, S.F.A. & Araar. (2024). What microfinance schemes for women-owned microenterprises' productivity in rural Benin?. *Small Bus Econ* 62, 1075–1097). <https://doi.org/10.1007/s11187-023-00796-w>.
- Parsons, Jennifer, Jeffrey Edmeades, Aslihan Kes, Suzanne Petroni, Maggie Sexton, et Quentin Wodon. 2015. « Economic Impacts of Child Marriage: A Review of the Literature ». *The Review of Faith & International Affairs* 13 (3):12-22. <https://doi.org/10.1080/15570274.2015.1075757>.
- Wodon, Q., C. Male, A. Nayihouba, et A. Onagoruwa. (2021). *Éduquer les filles et mettre fin au mariage des enfants et aux grossesses précoces : une priorité pour le Bénin*. Washington, DC et New York: Banque mondiale et UNICEF. <https://www.unicef.org/benin/media/1151/file/Benin-COUT-DE-NE-PAS-EDUQUER-LES-FILLES.pdf>.

Méthodologie de recherche scientifique

L'étude scientifique s'est basée sur l'hypothèse que les normes sociales liées à la culture et aux traditions régissent la manière dont les communautés vulnérables réagissent aux chocs climatiques et à leurs impacts dévastateurs sur les filles et les femmes. L'étude scientifique a donc estimé, à l'aide de techniques économétriques rigoureuses, l'impact des différentes normes sociales sur la résilience des ménages, mesurée par l'abandon scolaire, le mariage précoce et l'entrepreneuriat féminin. Les données sur la résilience des ménages proviennent de l'Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages (EHCVM-2018/19) collectée par la commission de l'UEMOA en collaboration avec la Banque mondiale, et de l'Enquête Démographique et de Santé (EDS-2017/18), collectée par l'office nationale de la statistique en collaboration avec l'USAID. Les données sur les chocs climatiques proviennent du site « Global Drought Monitor », qui fournit des informations en temps réel sur les conditions de sécheresse. Les données sur les normes sociales proviennent de la base de l'Atlas ethnographique de Murdock qui renseigne sur les caractéristiques culturelles traditionnelles.

Ce document présente une synthèse d'un projet de recherche réalisé avec le soutien financier et technique du Partenariat pour les politiques économiques (PEP), dans le cadre du programme « **Social gender norms and women's resilience under income shocks** », financé par Bill & Melinda Gates Foundation.

Pour plus d'information sur les résultats scientifiques de l'étude, veuillez consulter le cahier de recherche correspondant de la série **PEP working papers**.

Les points de vue et les opinions exprimés dans cette publication sont ceux des auteurs et ne reflètent pas nécessairement ceux du PEP.

BILL & MELINDA
GATES foundation